

Christian Estrosi : « Je suis là pour développer l'emploi »

Le nouveau président de la Région détaille ses premiers chantiers : il veut notamment attirer, en deux ans, 500 entreprises

Installé depuis un gros mois à la tête de la Région, Christian Estrosi a effectué hier un premier point sur la mise en œuvre de son projet.

Vous avez annoncé de fortes économies de fonctionnement à la Région. Sont-elles compatibles avec une amélioration du service, dans les trains notamment ?

Aujourd'hui, tant qu'il n'y a pas d'ouverture à la concurrence, le seul exploitant des lignes, c'est la SNCF. La ponctualité, la sécurité et la qualité du service sont insuffisantes. J'ai donc demandé à Guillaume Pepy, le patron de la SNCF, des améliorations. Si elles n'étaient pas mises en œuvre, je prendrais des mesures fortes. Je pourrais réduire les prestations déléguées à la SNCF et les confier à d'autres acteurs, moins chers et plus rapides, à travers des bus à haut niveau de service par exemple. La SNCF travaille donc sur un avenant à notre contrat avec elle, qui doit être signé dès le 29 janvier.

La vidéosurveillance dans les TER, ce sera pour quand ?

Les premiers portiques anti-fraude sont en expérimentation pour trois mois à Marseille. Des portiques de sécurité pouvant détecter de la poudre ou des armes blanches seront installés avant la fin du premier semestre et généralisés d'ici mi-2017. Et la vidéosurveillance connectée en instant réel dans les trains sera développée dans tous les TER dans un délai de six à huit mois.

“ 10000 à 15000 emplois créés fin 2016 ”

Quand entrera en vigueur la carte unique pour tous les transports ?

2016 est l'année du transfert des compétences de transports des départements vers la Région. Nous allons travailler cette année à harmoniser les situations, pour faire en sorte que cette carte unique entre en vigueur au 1^{er} janvier 2017.

Et l'abonnement mensuel à un euro pour les moins de 26 ans ?

Il sera mis en place à la prochaine rentrée scolaire, en septembre 2016.

Vous avez aussi annoncé la suppression des téléphones portables et des voitures de fonction. Pour quel gain ?

Il y avait à la Région un train de vie excessif. C'est un ensemble, qui ne concerne pas que les élus, mais aussi les fonctionnaires. Là où il y avait une imprimante pour quatre secrétaires, il pourra y en avoir une pour huit, c'est suffisant. Sur 143 voitures de fonction, nous allons en supprimer 40. Les téléphones portables de fonction des 123 élus seront aussi supprimés. Au total, nous avons identifié 30 M€ d'économies. Par ailleurs, je veux ouvrir un dialogue avec les syndicats pour que



Christian Estrosi : sa bataille, c'est l'emploi.

(Photo J.-S. Gino-Antomarchi)

les agents travaillent réellement 35 h par semaine, ce qui n'est pas forcément le cas à la Région.

La suppression des antennes de Région dans les départements ?

La plupart des syndicats l'ont admis, la vocation d'une antenne départementale est d'assurer une présence décentralisée de la Région et non de servir de permanence aux élus. Tout cela, c'est l'écume des vagues. Ce que je veux, c'est faire réussir mes politiques. Si administrer la région c'était faire des économies sur les antennes et les machins, on n'aurait pas besoin de moi. Je suis là pour faire augmenter le nombre des apprentis, développer l'offre d'emplois. Il faut pour cela que je cherche des marges de manœuvre et que je rende l'administration plus efficace, notamment pour que les entrepreneurs aient accès au guichet unique que j'ai promis. Nous allons ainsi travailler en lien avec Toulon ou la Métropole Nice Côte d'Azur, dans une stratégie de mutualisation des locaux. Mais les salariés des antennes régionales n'ont rien à craindre, ils resteront dans leurs missions dans le secteur où ils sont installés avec leur famille.

L'économie est désormais la grande affaire de la Région. Comment allez-vous créer des emplois ?

Je ne crois pas un seul instant aux mesures annoncées par François Hollande pour redresser la courbe du chômage. Je n'accepterai pas que les 500 000 chômeurs qu'il veut mettre en formation soient un maquillage des chiffres du chômage. En tant que député, je présenterai le 4 février une proposition de loi sur l'apprentissage. Elle visera à faire de la Région l'interlocuteur unique en matière de formation, à permettre l'apprentissage dès 14 ans en alternance, à créer une banque régionale de l'apprentissage et à aligner les conditions de travail des apprentis sur celles des salariés. Je suggère par ailleurs à François Hollande que toute allocation soit liée à une activité, même de quelques heures

par semaine. En clair, qu'une allocation d'activité se substitue à l'allocation-chômage et que le montant de cette dernière soit progressivement réduit si quelqu'un refuse des emplois. Pour ce qui est de la Région, 25000 offres d'emplois ne sont pas pourvues aujourd'hui en Paca. Il faut mettre les plans de formation en phase avec les métiers pratiqués et pour cela il faut y associer les employeurs. Mon projet prévoit la création de 12 opérations d'intérêt régional autour de filières d'excellence pour attirer 500 entreprises à fort potentiel en deux ans, une réponse en quinze jours à toute demande d'aide d'un entrepreneur qui s'installe ou s'étend, et le développement du numérique. Je veux structurer l'économie de notre région en filières. Tout cela doit entraîner la création de 10000 à 15000 emplois d'ici fin 2016. Enfin, je veux que 50 % au moins des sommes consacrées à la formation servent aux chômeurs, alors que 80 % vont aujourd'hui à la formation continue de gens qui ont déjà un travail.

À quoi servira réellement votre conseil consultatif censé donner une tribune à la gauche ? Elle-même semble penser qu'il ne servira pas à grand-chose...

Peu importe. J'ai gagné les élections, je préside cette Région. Mais je suis un homme d'écoute et d'ouverture, je ne suis pas sectaire et je suis président des 5 millions d'habitants de Paca. C'est mon programme et tout mon programme que je mets en œuvre. Mais la société évolue en permanence et il faut s'y adapter. C'est pour cela que j'ai souhaité créer cette conférence territoriale pour permettre à un certain nombre de formations politiques non représentées au second tour des régionales de s'exprimer et d'avoir une tribune publique, de contester mes politiques, mais plus encore d'en faire un lieu de propositions. A un moment, le pragmatisme et l'intérêt général doivent dépasser les positions partisans.

PROPOS RECUEILLIS PAR TH. PRUDHON ET TH. SUIRE